

Credit Suisse, banque fossile

En quelques chiffres

Si nous voulons satisfaire les accords de Paris et respecter le budget déterminé par le GIEC, l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) estime nécessaire de laisser 2/3 des énergies fossiles dans le sol (IEA, [World Energy Outlook, 2012](#)). Ces données sont connues par la Banque comme par l'ensemble des acteurs économiques et politiques majeurs.

D'une façon générale, les arguments avancés par le Credit Suisse dans son [communiqué de presse](#) du 13 janvier 2019 ne sont pas ou peu nouveaux. Pour les spécialistes de la question, son implication dans l'alimentation de la catastrophe climatique, ne l'est pas non plus.

57,4 milliards USD dans les énergies fossiles

Au total, entre 2016 et 2018, la banque a investi 57,4 milliards de dollars dans les **énergies fossiles** (BankTrack, [Banking on Climate Change 2019](#)). Sur la même période, elle a financé à hauteur de 14,9 milliards USD les 100 firmes s'activant le plus au monde à l'expansion des énergies fossiles (BankTrack, [Banking on Climate Change, 2019](#)).

7,8 milliards USD à 47 entreprises exploitant des énergies fossiles "extrêmes"

De 2015 à 2017, elle a accordé 7,8 milliards USD à 47 entreprises exploitant des **énergies fossiles « extrêmes »** (Greenpeace Suisse, [Swiss Banks and their financed emissions, January 2019](#)) et a financé leur exploration à hauteur de 1,466 milliard USD (Right, Based on Science, [Eine Analyse der von CS und UBS finanzierten Emissionen aus fossilen Breenstoffen, 2018](#)).

82,6 millions de tonnes de Gaz à Effet de Serre

En 2017, le Credit Suisse a financé 82,6 millions de tonnes de **Gaz à Effet de Serre**, doublant ainsi les émissions dont la Suisse est responsable (Greenpeace Switzerland, [Credit Suisse and UBS financing massive greenhouse gas emissions, 2019](#)).

2 milliards USD aux 30 plus grandes entreprises charbonnières du monde

Entre 2016 et 2018, le Credit Suisse a alloué 2 milliards USD aux 30 plus grandes **entreprises charbonnières** du monde (BankTrack, [Banking on Climate Change, 2019](#)). Entre 2015 et 2017, la banque a triplé ses émissions d'équivalent carbon financées, du fait notamment de son soutien au charbon (Bank Track, [Credit Suisse and UBS financing massive greenhouse gas emissions, 2019](#)).

Entre 2017 et le 3eme trimestre 2019, le Credit Suisse a soutenu à hauteur de 2,67 milliards 258 compagnies poursuivant des projets d'expansion de centrales à charbon dépassant 300 megawatts ([Banktrack, Lettre à M. Tidjane Thiam – CEO du Credit Suisse, 10 décembre 2019](#)).

Plusieurs milliards USD de soutien aux sables bitumineux

Depuis 2004, le Credit Suisse a fourni un soutien de plusieurs milliards de dollars à 16 des principales entreprises impliquées dans les sables bitumineux de l'Alberta (Ran, [Funding Tar Sandset Bank Track](#), [Banking on climate change, 2019](#)).

Nota bene : l'extraction de cette énergie « extrême » implique

- la pollution d'énormes quantités d'eau (jusqu'à 5 barils d'eau pour chaque baril de brut)
- d'énergie (190 kg de gaz à effet de serre générés pour extraire un baril, soit trois fois plus que pour le pétrole conventionnel)
- la destruction irréversible d'une partie de la forêt boréale (à terme environ 5000 kilomètres carrés).

Des gens meurent déjà de la pollution de l'Athabasca, la principale rivière de la région. Certains scientifiques croient que ce projet pourrait, à lui seul, provoquer un changement catastrophique du climat mondial.

147 millions USD pour financer les forages Arctiques

Le Credit Suisse a investi 147 millions USD de 2016 à 2018 dans des entreprises qui forent dans l'**Arctique** (Bank Track, [2019](#))

Le Fond Souverain du Qatar est le principal actionnaire du Credit Suisse

16,04% en positions d'achat, actions nominatives 5,07% (Allnews.ch, [Credit Suisse le Qatar augmente sa participation, 13 aout 2018](#)).

Le Qatar est le plus grand exportateur de Gaz Naturel Liquéfié au monde.

Leurs paroles - Nos chiffres

Réponse au communiqué de presse du Credit Suisse du 13 janvier 2020

Le Credit Suisse cherche à aligner son financement sur les objectifs de l'Accord de Paris.

Le Credit Suisse est l'une des 33 banques globales les plus impliquées dans le soutien et le financement aux énergies fossiles dans le monde (BankTrack, [Banking on Climate Change 2019](#)). L'accord de Paris a été signé en 2015. Cinq ans après le Credit Suisse est « encore loin de rompre les liens avec l'industrie des combustibles fossiles » (Johan Frijns et al., [Lettre au CEO du Credit Suisse, décembre 2019](#)).

Entrée en bourse de Saudi Aramco

Après avoir tout son possible pour en être le coordinateur global, la banque via Credit Suisse Saudi Arabia a été en décembre 2019 l'un des 9 conseillers financiers de l'introduction en bourse du plus grand producteur de pétrole au monde **Saudi Aramco**. Credit Suisse Europe a été l'un de ses Joint Bookrunners (Globallegalchronicle.com, [Saudi Aramco's \\$25.6 Billion Initial Public Offering, december 2019](#)).

Selon Richard Heede du Climate Accountability Institute, Saudi Aramco est liée à 4,38 % du dioxyde de carbone et du méthane générés par l'activité humaine depuis 1965. Elle est en tête du classement des « 20 plus grandes entreprises du monde à être liées à plus d'un tiers de toutes les émissions de gaz à effet de serre de l'ère moderne » (The Guardian, [Revealed: the 20 firms behind a third of all carbon emissions, 9 octobre 2019](#)).

Ses « directives internes font l'objet d'un examen permanent et ont été renforcées en permanence »

En matière climatique, les **solutions basées sur le volontariat des banques se sont globalement avérées sans conséquence** sur les émissions de GES au cours des dernières années. Les « lignes directrices internes » évoquées par la banque pourraient avoir un impact si elles étaient contrôlées par une autorité compétente et dont l'indépendance est garantie, ce n'est hélas pas le cas.

le Credit Suisse a déclaré qu'il « ne financerait plus les centrales à charbon. »

Le Crédit Suisse a annoncé récemment à Londres l'arrêt du financement des « [nouveaux projets de centrales](#) » mais en aucune façon de toutes les centrales existantes. Il maintient apparemment bel et bien son soutien aux centrales existantes et donc à l'une des énergies les plus émettrices d'équivalent CO2.

Étant donné le volume de son soutien financier actuel au secteur du charbon, la différence pratique est considérable. En mettant cette décision en perspective on constate qu'elle a été tardive et que son **impact est très limité**. En comparant cette annonce à d'autres plus ambitieuses en provenance d'autres banques globales ou si on compare les montants entre ce « non investissement et la participation active via les conseils, les services et les prêts que le Credit Suisse procure à l'industrie des combustibles fossiles, l'annonce prend un tout autre sens.

Pour que l'annonce faite à Londres ait un impact tangible, il est indispensable que le Credit Suisse divulgue immédiatement :

- Le ratio entre le financement des « nouvelles centrales à charbon » que la banque prétend abandonner et le financement des « transactions liées aux combustibles fossiles » qui ne sont toujours pas touchées dans le portefeuille de la banque ;
- Le ratio du retour sur investissement attendu ;
- La divulgation recommandée par la TCFD (Task Force on Climate-related Financial Disclosures).

Pour que la décision soit crédible celles et ceux qui s'y intéressent doivent également connaître le type de garantie fournie par la direction du Credit Suisse, mais aussi les sanctions auxquelles ils s'exposent, s'ils ne respectent pas cet engagement basé sur le volontariat.

La part des crédits aux énergies fossiles du Credit Suisse se situe dans le bas de la fourchette

Que la direction de la banque Zurichoise soit désormais sur cette position est une bonne nouvelle ! Et pour cause, ceci accrédite l'idée selon laquelle le désinvestissement des sommes accordées à l'industrie mondiale des énergies fossiles est pleinement possible pour la banque, en plus d'être hautement souhaitable pour l'ensemble de la vie sur terre.

Cependant, pour pouvoir dans le même temps juger de la réalité de l'ordre de grandeur annoncé, il faudrait pouvoir disposer du montant en USD adéquat ainsi que du profil des volumes de « crédits aux combustibles fossiles » attendus au cours des **30 prochaines années**.

Ce profil devrait diminuer à partir de cette année pour atteindre **0 en 2050**. Cette nécessité est indispensable comme l'ont recommandé d'ores et déjà le NGFS (Network for Greening the Financial System) et la TCFD (Task Force on Climate-related Financial Disclosures).

Le Credit Suisse est l'un des moteurs des placements durables

Le fait de soutenir le développement des énergies renouvelables est important. C'est l'un des axes d'une transition énergétique et écologique rigoureusement indispensable. Mais elle ne manque pas de soulever plusieurs questions essentielles.

Pour pouvoir être crédibles, les volumes évoqués doivent d'abord être clarifiés. Plusieurs multinationales du charbon ou du pétrole interviennent massivement dans ces domaines d'activité et pour une part plus résiduelle dans les renouvelables. Par ailleurs, les énergies renouvelables ont elles-aussi des externalités climatiques néfastes dont il est peu honnête de taire la réalité. Espérons que le Crédit Suisse fera son possible pour en connaître l'impact précis. Ces données ont de l'importance lorsqu'on les compare avec l'efficacité du soutien apporté à d'autres stratégies d'atténuation.

Ensuite, financer les énergies renouvelables, tout en continuant d'**apporter un soutien massif aux énergies fossiles** avec le zèle dont le Credit Suisse témoigne est **hautement problématique**. La destruction du climat n'est pas enrayée lorsque vous organisez la levée de fonds et/ou prêtez des milliards à celles et ceux qui alimentent ses causes massives, tout en prêtant d'autres milliards aux mêmes (ou à d'autres) pour des activités qui n'en font pas autant.

Les scénarios de transition énergétique les plus crédibles (dont le [Scenarior](#)

[Negawatt](#) en France) insistent sur le fait que les gisements de transition les plus importants se situent du côté de **l'efficacité et de la sobriété énergiques**. Le passage à des solutions hautement technologiques (y compris les énergies dites « renouvelables ») a été tentée depuis 40 ans et a prouvé son inefficacité pour diminuer drastiquement les volumes d'équivalent CO2 moteur de la crise écologique mondiale :elles ne se sont pas substituées à la consommation de combustibles fossiles, mais se sont simplement additionnées sur un amas toujours croissant de production de charbon, de pétrole et de gaz.

La bonne nouvelle est que des alternatives et des technologies réellement plus sobres en carbone existent, elles sont dites « low tech » et sont maîtrisées par l'humanité depuis plusieurs dizaines de milliers d'années.

Le Credit Suisse a soutenu l'émission de 28 milliards de dollars d'obligations vertes

Les « green bonds » sont globalement des **produits financiers de greenwashing**. Comme l'a souligné le *Center for International Climate and Environmental Research* (CICERO) à propos des obligations vertes de HSBC en 2015 : « il n'existe aucune garantie, ni aucune 'méthodologie' en vue de s'assurer que l'impact net des [obligations vertes] est significativement positif. » (« Second Opinion » sur le cadre des obligations vertes de HSBC, [Cicero 2015](#)). Il a été récemment prouvé théoriquement que « [les obligations vertes et les obligations standard] sont en fait le même produit, malgré un discours politique et médiatique qui tend à donner du crédit à l'idée d'une différence. » Les auteurs de la recherche correspondante ont également souligné que « la promesse 'verte' liée à une telle obligation n'a aucune valeur juridique » et ont conclu : « Il est pour le moins discutable que l'obligation 'verte' contribue à la lutte contre le réchauffement climatique(contrairement à certains financements de projets ou autres investissements directs dans des projets verts), et que la question du greenwashing fonctionnel puisse être soulevée. » (Ekeland et Lefournier, [L'obligation verte : homéopathie ou incantation ?](#), 3 juin 2019)

Un article du journal The Guardian de février 2019 indiquait que « l'Australie [utilise] le financement climatique pour la **modernisation des centrales à charbon**. » (Adam Morton, [Out on its own, The Guardian, 28 fev. 2019](#))

Enfin, à supposer que ces 'green bonds' soient véritablement verts la somme annoncée « 28 milliards de dollars d'obligations vertes pour [ses] clients » sur 6 ans est ridiculement basse et représente à peine la moitié de ce que ce que le Credit Suisse a prêté dans les « transactions liées aux combustibles fossiles » sur une période deux fois plus courte (entre 2016 et 2018).

Conclusion

Nous sommes en 2020, soit 50 ans après que l'enjeu majeur du changement climatique ait été scientifiquement étayé, 11 ans après la COP15 de Copenhague, 5 ans après la COP21.

Au vu des données scientifiques disponibles, des choix financiers maintes fois répétés, des très nombreuses sollicitations de la part de la société civile, et surtout face aux enjeux impérieux actuels, mettre en avant aujourd'hui les solutions annoncées par le Credit Suisse est au mieux indigent, au pire un terrible aveu de culpabilité.